

La « Pauvrophobie » : comment mettre fin aux idées reçues sur la pauvreté ?

Le terme de « Pauvrophobie » est né il y a un peu plus de trois ans. Pourtant, ce qu'il dénonce n'est pas nouveau. À l'approche de 2020, la bataille contre la pauvreté et la précarité se fait de plus en plus pressante et aboutit à de nombreuses initiatives de la part de politiques, de collectifs et d'associations. Une d'elles consiste à mettre fin aux préjugés sur la pauvreté.

LA PAUVROPHOBIE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

En 1992, l'Assemblée générale des Nations Unies proclamait le 17 octobre « journée internationale pour l'élimination de la pauvreté ». Cette proclamation invitait donc les États et les associations concerné·e·s à développer les démarches nécessaires en vue d'éliminer la pauvreté¹. Aujourd'hui, la pauvreté et la précarité, loin de n'être qu'un mauvais souvenir du passé, se retrouvent plus que jamais au cœur de l'actualité. Un nouveau terme a d'ailleurs récemment été créé, en 2016, celui de « pauvrophobie »². Le terme peut se définir comme « l'attitude d'hostilité, plus ou moins visible, à l'égard des personnes qui vivent la pauvreté ou la précarité »³.

Cependant, ce que recouvre la « pauvrophobie » s'insère dans un phénomène bien plus global. En effet, les idées reçues, les préjugés et les clichés⁴ sur la pauvreté, et plus particulièrement sur les pauvres, sont omniprésents au sein de nos sociétés. Loin de ne toucher que les individus, le discours pauvrophobe se propage à différents niveaux jusque dans certaines de nos institutions politiques, publiques et sociales. Ce discours, largement corrélé à la santé du système économique⁵, mais aussi aux choix politiques opérés en termes de bien-être social, mène à davantage de discriminations et d'exclusion d'une partie de la population en marge de la société. Avant de concerner des individus particuliers, la pauvreté reste un problème dont on oublie trop souvent la dimension sociale.

La vision que l'on a d'un sujet influence la manière dont nous allons le traiter. L'augmentation et la banalisation du discours pauvrophobe va faire émerger des attitudes et actions (que celles-ci soient individuelles, collectives ou encore institutionnelles) hostiles, discriminantes voire inhumaines dans certain cas. Apparaît alors ce qu'on pourrait nommer une véritable société pauvrophobe.

POURQUOI AVONS-NOUS DES IDÉES REÇUES ?

Les pauvres ? Ce sont des assisté·e·s, des incapables, des fainéant·e·s ! Il n'est pas rare d'entendre ce type de qualificatifs lorsque l'on parle de pauvreté aujourd'hui. Les idées reçues ou préjugés se définissent comme des jugements, des interprétations qui se forment *a priori* et à partir de certains critères personnels⁶.

1 Service de lutte contre la pauvreté, 17 octobre 2019 – Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. www.luttepauvrete.be/17-octobre-2019-_journee-internationale-pour-lelimination-de-la-pauvrete (consulté le 16/09/2019).

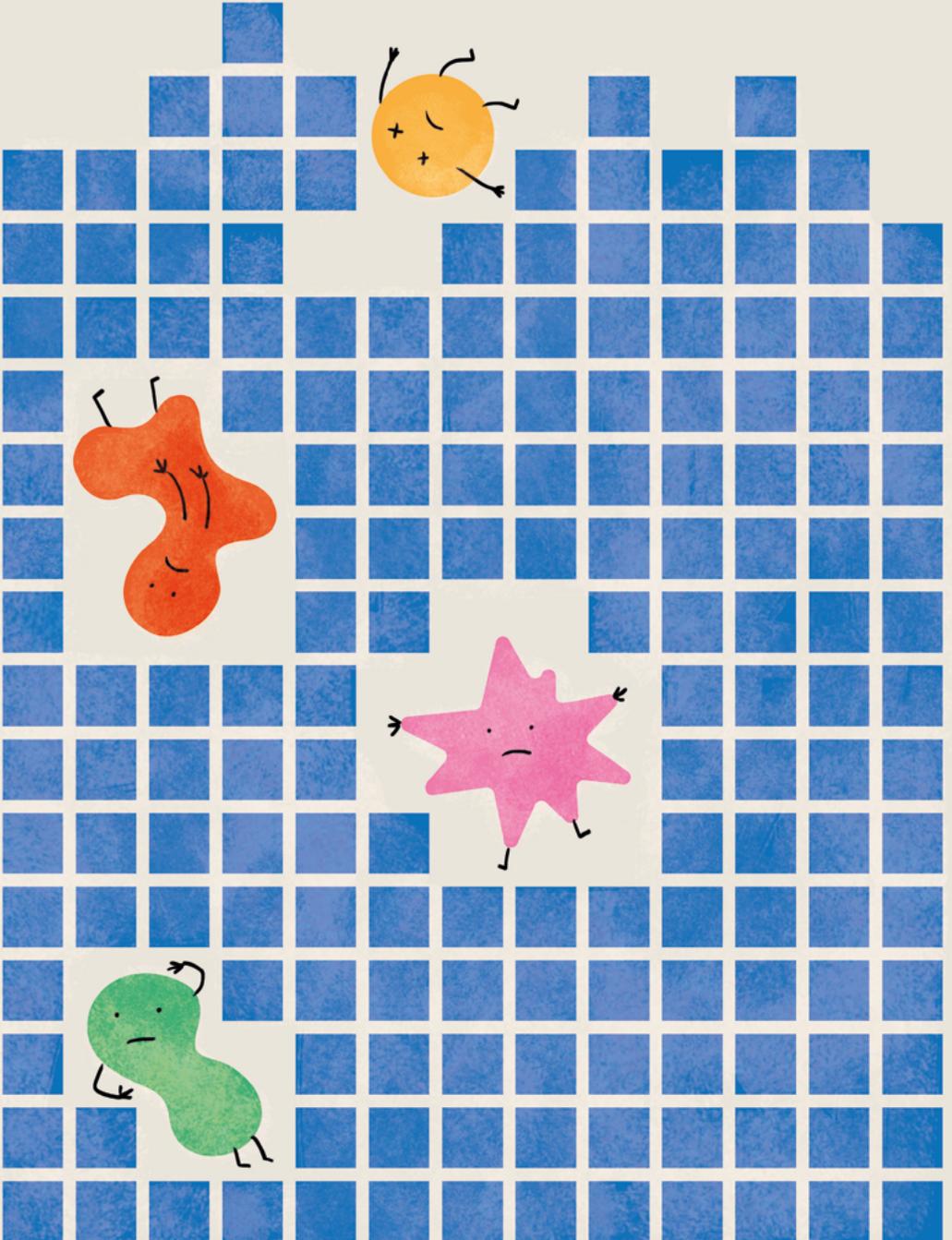
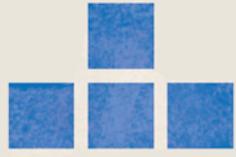
2 D'abord, admis par l'association ATD Quart Monde pour ensuite être conforté par l'Académie française

3 Le Forum-Bruxelles contre les inégalités, (2018), « Pauvrophobie Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté », éditions Luc Pire.

4 Nous les emploierons comme synonymes dans le cadre de cet article.

5 Les discours pauvrophobes trouvent un terrain plus fertile à leur développement lors de crises et/ou de récessions économiques.

6 Lemaigre, T. (2018). « Pauvrophobie », la stigmatiser avant qu'elle se banalise », Pauvreté, Le



Littéralement, il s'agit d'une idée reçue qui se base moins sur la réalité que sur des croyances, des « on-dit » ou encore des émotions. De plus, certains préjugés sont tellement ancrés dans les discours qu'ils tendent à devenir des vérités absolues empêchant, de ce fait, toute remise en question.

Les préjugés classifient, ordonnent et catégorisent la réalité sociale et plus spécifiquement, ce que nous ne connaissons pas, ce qui n'est pas nous. Ils nous permettent, en quelque sorte, d'appréhender l'altérité de manière sereine et cela passe par une classification *a priori*. Les préjugés et plus largement les stéréotypes, bien que très souvent négativement connotés, sont indépassables (nous en possédons tous) et indispensables du fait qu'ils se présentent comme système interprétatif de la réalité sociale⁷ avec les nombreuses fonctions qu'ils exercent⁸. Ce n'est donc pas le préjugé ou le stéréotype en lui-même qui apparaît problématique, mais bien quand ceux-ci aboutissent à cliver la réalité, la déformer et de ce fait, induire des comportements discriminants et stigmatisants vis-à-vis de cet « autre » qui n'est pas nous.

Selon Serge Paugam, chacun des préjugés relatif à la pauvreté, qu'il soit positif ou non, vise, d'une façon ou d'une autre, à « *mettre en scène la pauvreté comme un phénomène inné, naturel, donc universel et indépassable* »⁹. Le discours néo-libéral entretient ce processus car il a tendance à mettre le mérite au premier plan et ce, en considérant l'individu, et uniquement lui, comme responsable de sa propre prise en charge¹⁰. À ce propos, Danilo Martuccelli parlera de *domination responsabilisante*, c'est à dire le dispositif qui fait en sorte que « *l'individu se sente, toujours et partout, responsable non seulement de tout ce qu'il fait (notion de responsabilité), mais également de tout ce qui lui arrive (principe de responsabilisation)* »¹¹. S'ensuivent des discours selon lesquels les pauvres ne seraient que des oisifs, des fainéants.

On comprend qu'avec de tels discours, on dédouane totalement les agents structurels et institutionnels de leur responsabilité d'offrir à tous les membres de la société un certain niveau de bien-être afin de pouvoir vivre une vie digne.

VERS PLUS D'INCLUSION

Lorsque nous parlons de pauvreté, nous parlons avant tout de la négation du droit pour toute personne de vivre dignement¹². Surgit alors un impératif d'action en vue d'endiguer le phénomène. Se pose, dès lors, la question : est-ce qu'une déconstruction des préjugés est suffisante ?

Aux yeux du Forum-Bruxelles contre les inégalités, ce travail est essentiel pour rétablir les faits et montrer toute la complexité et toutes les dimensions que recèle un phénomène comme la pauvreté. Seulement, il n'est pas suffisant. Un véritable appel à l'action paraît nécessaire, et ce, à différentes échelles.

La première est l'échelle individuelle. À cette échelle, ce que nous pouvons tous mettre en place serait d'entreprendre ce travail de repenser nos croyances, préjugés sur une base réflexive et qui valoriserait l'intérêt pour l'altérité. S'intéresser à l'autre, réfléchir à ce que cela vient réveiller chez nous, nos émotions, nos peurs, en vue de les comprendre. En d'autres termes, démystifier la pauvreté en s'y intéressant de plus près. Cela peut passer par différents canaux tels que l'éducation permanente, la participation citoyenne, l'éducation aux médias, etc.

Trimestriel du Forum-Bruxelles contre les inégalités.

7 Villain-Gandossi, C. (2001). « La genèse des stéréotypes dans les jeux de l'identité/altérité Nord-Sud », C.N.R.S Editions, « Hermès, La Revue », p.25-40. www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2001-2-page-25.htm

8 Thomas Lemaigre en dénombre trois : ils nourrissent le contenu des normes sociales, supportent les mécanismes de reconnaissance des groupes et individus et jouent un rôle dans la construction des identités (individuelles et collectives) dans « Pauvrophobie », la stigmatiser avant qu'elle se banalise », p.9.

9 Serge Paugam dans « Pauvrophobie », la stigmatiser avant qu'elle se banalise ».

10 Serge Paugam (2018) dans le documentaire : « Pauvrophobie », le documentaire qui casse les clichés sur la pauvreté ». BX1, www.youtube.com/watch?v=AwNZD9N9m7U

11 Martuccelli, D. (2004). « Figures de la domination ». Revue française de sociologie, vol. 45(3), 469-497.

12 Article premier de la DUDH.

La seconde est l'échelle collective/institutionnelle. Elle se joue au niveau de la mise en œuvre des « programmes » institutionnels au travers des politiques publiques. Non seulement, il faut dénoncer ce qui est problématique dans les politiques actives, mais en plus il faudrait transformer la base informationnelle de ces mêmes politiques. Par base informationnelle, on entend l'ensemble des informations qui sont disponibles et mobilisables pour formuler des politiques publiques¹³. Comme l'avait déjà constaté Marcel Mauss à travers son concept de fait social total, « *La société s'étudie dans son ensemble, à travers une série de décomposition et recomposition du tout. Ce sont des systèmes sociaux entiers, des tous, dont on doit chercher à recomposer le sens tout en décrivant leur fonctionnement* »¹⁴.

En conclusion, derrière le terme de « pauvrophobie » se cachent beaucoup de dimensions importantes dans notre appréhension de la pauvreté. De nombreuses actions d'endiguement sont enclenchées dans le monde politique et associatif, mais le plus dur reste à faire. Attirer l'attention, encore et toujours, sur la pauvreté, demeure une nécessité constante. Celle-ci constitue un viol systématique des droits humains. Il est donc de notre devoir de continuer le combat jusqu'à ce que la pauvreté ne constitue plus une réalité pour les personnes qui en sont victimes.

Vive la pauvrophobie !

Daniel Zamora, Le Vif/L'Express, 18 octobre 2018

La déconstruction des préjugés sur les pauvres ne peut être salutaire que si elle s'accompagne d'une critique des mécanismes qui produisent la précarité et non de la dite « discrimination des pauvres ».

« *Laissez-moi vous parler des riches. Ils sont différents de vous et moi* », écrivait le romancier américain Francis Scott Fitzgerald dans l'une de ses plus célèbres nouvelles. « *Ils possèdent et jouissent tôt dans la vie, ce qui n'est pas sans effet sur eux* », poursuivait l'écrivain. « *Cela les rend tendres là où nous nous endurissons, cyniques là où nous sommes confiants* ». « *À moins d'être né riche, c'est très difficile à comprendre* », ajoutait Fitzgerald. Dans une réplique qui resta célèbre, l'écrivain Ernest Hemingway répondit malicieusement qu'en effet, les riches sont différents de nous : « *Ils ont plus d'argent* ». À ses yeux, en matière d'inégalités, ce n'est donc pas tant les préjugés que les riches ont à l'égard des pauvres ou les illusions qu'ils entretiennent à l'égard d'eux mêmes qui importe, mais bien leur compte en banque.



► Lire la suite sur www.levif.be/actualite/europe/vive-la-pauvrophobie/article-opinion-1041847.html

¹³ Concrètement, cela se traduit par l'utilisation d'indicateurs tels que des statistiques, des enquêtes d'opinion, des sondages, etc.

¹⁴ Mauss, M. (2012). « Essai sur le don ». Quadrige, Puf.